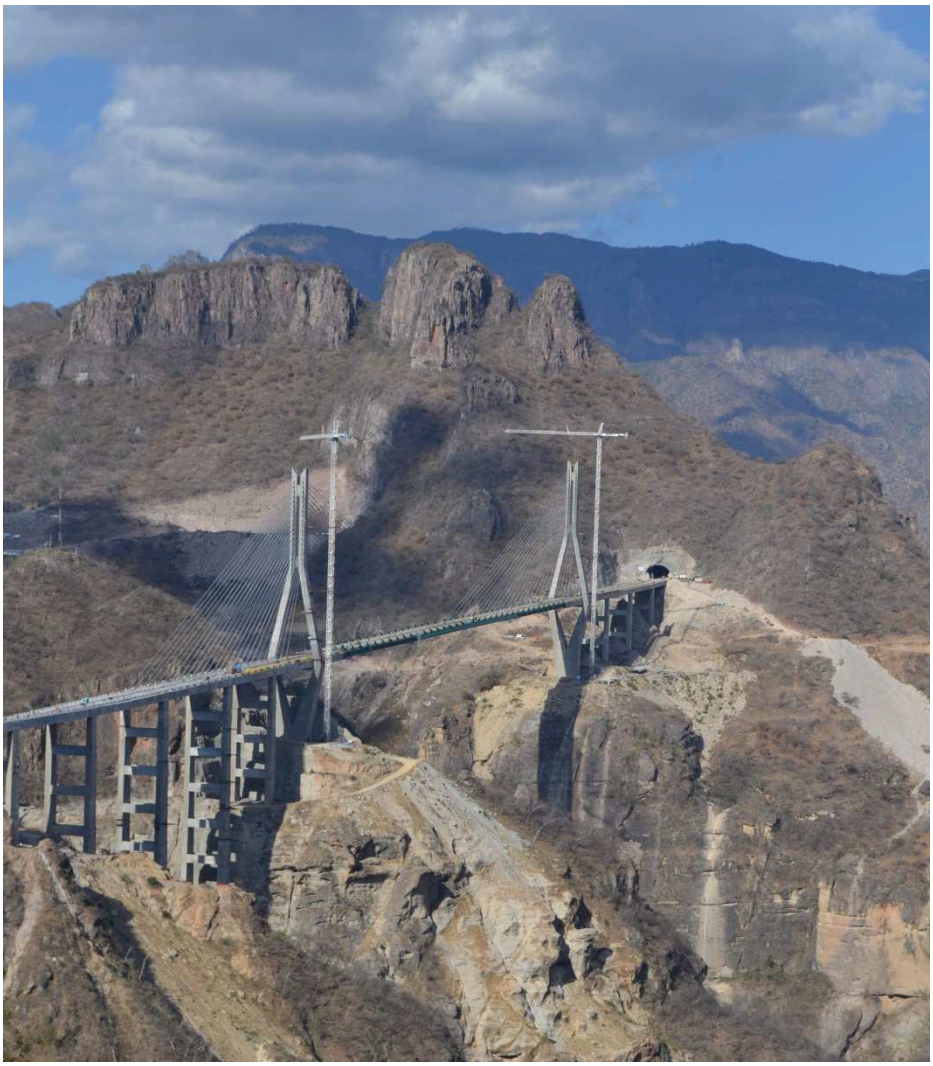
L'HEBDOMADAIRE DE LA CONSTRUCTION À L'INTERNATIONAL

BEM
LE BULLETIN EUROPÉEN DU MONITEUR

N°1209 - LUNDI 24 AOÛT 2015

@BEMredac

SPÉCIAL AMÉRIQUE LATINE



Réalisé par Bouygues Construction et inauguré en 2012, le pont de Baluarte (Mexique) est l'ouvrage d'art à haubans le plus haut du monde. *Image : Bruno Delalande*

La région est le terrain de chasse privilégié des entreprises espagnoles, en particulier dans le BTP. Mais le potentiel de la zone, qui s'étend sur trois sous-continents, est tel qu'il offre des opportunités à tous... y compris aux groupes français !

LE FIL D'ACTU

Coface : 18 pays analysés

Le BEM vous propose pour chaque État de la région les principaux indicateurs économiques et les notations délivrées par l'assureur crédit français. *Lire page 2*

L'Espagne, un modèle

À la différence des majors hexagonaux, les grands groupes de BTP espagnols sont très présents sur le sous-continent. La région leur permet, depuis 2008, de compenser la forte baisse de leur marché domestique. *Lire page 6*

BTP français : un timide en Amérique latine

Vinci et Eiffage ont accéléré leur développement dans la région au cours des derniers mois. Mais la présence des constructeurs hexagonaux reste très limitée. *Lire page 8*

Argentine : un retard à combler en infrastructures

Le deuxième pays d'Amérique du Sud par la taille souffre d'un fort déficit dans le domaine énergétique et des transports. *Lire page 10*

JO : un héritage en demi-teinte pour Rio ?

La métropole est en pleine transformation. Mais beaucoup s'interrogent sur l'héritage réel qui lui sera légué après la compétition. *Lire page 12*

Analyse Coface sur les pays d'Amérique latine

Pour ce numéro spécial, le BEM vous propose pour chaque pays de la zone les principaux indicateurs économiques et les notations délivrées par l'assureur crédit-français. Si les deux géants de l'Amérique du Sud – Brésil et Argentine – sont à la peine, d'autres présentent des perspectives de croissance économique intéressantes, surtout dans le BTP.

AMÉRIQUE CENTRALE

Costa-Rica

- *Population : 4,7 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 4%*
- *Dette publique / PIB : 41%*
- *Évaluation pays : A4*
- *Environnement des affaires : A3*

Une reprise s'amorce en 2014 et devrait se poursuivre en 2015. L'investissement profitera de l'ouverture accrue des services aux investisseurs étrangers dans le cadre des accords conclus avec les pays voisins, les États-Unis et l'Union européenne, mais aussi de l'embellie du tourisme et des exportations générée par l'accélération de l'économie américaine et la dépréciation récente de 10% du colón, la monnaie locale. (…)

Le déficit public augmente depuis 2009. Les recettes n'ont pas suivi pas les dépenses qui ont été accrues depuis la crise. (…)

Le pays est une démocratie depuis 1949. Les indicateurs sociaux sont favorables (dépenses sociales = 21% du PIB), mais la pauvreté concerne encore un quart de la population et la croissance ne profite pas également à tous.

Contre toute attente, c'est Luis Guillermo Solis qui a emporté l'élection présidentielle de février 2014 (…). Conformément à son programme, il devrait développer les infrastructures routières et électriques, lutter contre la pauvreté et les inégalités, tout en remettant en ordre les finances publiques. L'exercice sera d'autant plus difficile que son parti de centre gauche, le Partido Acción Ciudadana, ne dispose que de 12 sièges sur 57 au parlement. Il devra conserver la confiance des investisseurs, inquiets de voir leurs impôts augmenter, et ne pas décevoir ses électeurs, critiques face à la corruption et au développement de réseaux de blanchiment d'argent lié au trafic de drogue.

Guatemala

- *Population : 15,4 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 3,3%*
- *Dette publique / PIB : 26%*
- *Évaluation pays : C*
- *Environnement des affaires : C*

La croissance restera modérée et proche de son potentiel en 2014, toujours portée par la consommation des ménages (85% du PIB), qui profiteront du dynamisme du crédit, malgré sa cherté, et de la progression des transferts des émigrés. (…)

Néanmoins, la croissance est modeste. Elle est entravée par des contraintes structurelles comme (…), l'insuffisance des infrastructures (…). La construction occupera encore une place modeste : 3% du PIB.

Nicaragua

- *Population : 6,2 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 4,0%*
- *Dette publique / PIB : 39,7%*
- *Évaluation pays : C*
- *Environnement des affaires : C*

Le ralentissement se poursuit mais néanmoins la croissance se maintiendra à un niveau confortable en 2015. Le pays bénéficiera de l'embellie conjoncturelle des États-Unis (…) et devrait afficher le deuxième niveau de croissance le plus élevé d'Amérique centrale après le Panama. L'activité économique (…) profitera également de l'augmentation touristique étrangère et de la reprise de la consommation des ménages qui bénéficie de la dynamique du crédit et de l'augmentation des remises étrangères. Les investissements étrangers se poursuivront principalement dans le secteur minier et des infrastructures. Le ralentissement du secteur de la construction initié à la mi 2013 devrait se poursuivre, malgré les mesures incitatives destinées à la construction de logements sociaux adoptées par le gouvernement en 2014. (…)

La politique budgétaire restera prudente, même en l'absence de la tutelle officielle du FMI, compte tenu de la faiblesse des marges de manœuvre dont l'État dispose et afin de permettre aux bailleurs de fonds multilatéraux de continuer à soutenir les programmes du pays. (…)

Au pouvoir depuis 2007, le président Ortega et son parti, le Frente Sandinista de Liberacion Nacional, disposent de la majorité à l'Assemblée nationale ce qui leur permet d'exercer une forte influence sur l'ensemble de rouages politiques, administratifs et judiciaires. (…)

Honduras

- Population : 8,2 millions
- Croissance du PIB en 2015 (p) : 3,1%
- Dette publique / PIB : 49,3%
- Évaluation pays : C
- Environnement des affaires : C

La croissance en 2015 devrait afficher une légère progression, tirée principalement par la hausse de la demande en provenance des États-Unis (principal marché à l'exportation). La demande interne devrait se tasser en raison de la politique d'austérité menée par le gouvernement en vue d'un nouvel accord avec le FMI. L'investissement public restera faible en raison de contraintes budgétaires initiées par la nouvelle administration. La relance du projet de création de zones urbaines dotées d'avantages fiscaux est susceptible d'encourager l'implantation d'usines. Le secteur des télécommunications et les zones franches "maquilas" devraient encore profiter des investissements directs étrangers. (…)

Afin de freiner la corruption qui est très répandue au sein de l'administration (police et justice compris), le gouvernement a signé un pacte anti-corruption, dont l'objectif est d'améliorer la transparence des comptes publics et le processus d'attribution des marchés.

Mexique

- *Population : 119,5 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 3,1%*
- *Dette publique / PIB : 49%*
- *Évaluation pays : A4*
- *Environnement des affaires : A4*

La reprise de l'activité initiée au deuxième trimestre 2014 devrait se poursuivre grâce à la performance économique des

États-Unis qui profite à l'industrie manufacturière locale. (…)

La croissance en 2015 devrait également profiter de l'investissement public, bien que ce dernier ait été revu à la baisse, dans le cadre de la mise en œuvre du programme national d'infrastructures qui concerne l'énergie, le tourisme, la santé, le logement social, l'urbanisme et les infrastructures en général. Le secteur de la construction (7% du PIB) profitera du rebond de l'investissement résidentiel et de la hausse des dépenses publiques en infrastructures. (…)

Au pouvoir depuis décembre 2012, le président Enrique Peña Nieto du parti du centre PRI (Partido Revolucionario Institucional) a obtenu l'approbation des changements constitutionnels destinés à la mise en œuvre de son ambitieux programme de réformes structurelles.

Salvador

- *Population : 6,3 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 1,8%*
- *Dette publique / PIB : 59,8%*
- *Évaluation pays : B*
- *Environnement des affaires : B*

Le pays continue d'afficher le niveau de croissance le plus faible d'Amérique centrale. En 2015, celle-ci devrait être en légère augmentation du fait de la reprise nord-américaine (principal marché à l'exportation), mais insuffisante pour accroître la productivité et stimuler l'investissement privé national et étranger. La construction devrait encore pâtir du faible taux d'investissement dans les logements et de l'absence de projets à grande échelle. (…)

En l'absence de majorité au Congrès, le gouvernement de Salvador Sánchez Cerén élu en février 2014 peine à adopter les réformes nécessaires à la réduction du déficit budgétaire. (…) Ayant besoin du soutien des institutions multilatérales pour financer ses programmes sociaux, le nouveau gouvernement devrait poursuivre son objectif de réduction des dépenses publiques, mais sa marge de manœuvre restera limitée.

AMÉRIQUE DU SUD

Argentine

- *Population : 41,9 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : -1%*
- *Dette publique / PIB : 49,5%*
- *Évaluation pays : C*
- *Environnement des affaires : C*

Selon les données officielles, le pays a enregistré une croissance de 0,5% en 2014. En 2015, l'activité devrait se contracter sous l'effet la baisse du pouvoir d'achat des ménages, affecté par la baisse du salaire réel en raison de l'accélération de l'inflation, et de la baisse des exportations vers le Brésil (principal partenaire commercial). (…) L'investissement reste handicapé par le contrôle des importations et par la difficulté à se procurer des devises. Enfin, l'inflation devrait rester à un niveau élevé. (…) Bien que les recettes budgétaires soient parmi les plus importantes de la région, le déficit public devrait encore se creuser en raison de l'accroissement des dépenses gouvernementales. Le budget de l'État comprend notamment une hausse des subventions à l'industrie de l'énergie, des transports publics, mais aussi une augmentation de l'investissement dans les centrales nucléaires, les satellites (Arsat) et les télécommunications. (…) Afin de combler le déficit public, le gouvernement est obligé de se financer sur le marché domestique et d'emprunteur de l'argent auprès de la caisse de retraite de la sécurité sociale et de la banque centrale. Le pays ne peut en effet toujours pas recourir aux financements externes malgré ses efforts pour rétablir l'accès aux marchés financiers internationaux (accord conclu avec les créanciers publics du Club de Paris, dédommagement de la société pétrolière espagnole Repsol suite à sa nationalisation). (…)

Bien que le parti au pouvoir ait obtenu des victoires aux récentes élections provinciales, l'issue des élections présidentielles, qui devraient être tenues en octobre 2015, demeure incertaine.

Bolivie

- *Population : 11,2 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 5%*
- *Dette publique / PIB : 27,1%*
- *Évaluation pays : C*
- *Environnement des affaires : C*

La croissance en Bolivie se maintiendra à un niveau confortable en 2015, soutenue par la consommation privée et les investissements, alimentés en grande partie par les dépenses publiques. (…)

Afin de soutenir son programme d'investissement public face à la modération des recettes, le gouvernement n'écarte pas la possibilité de faire appel aux marchés internationaux dans le courant de l'année. Au demeurant, les revenus des hydrocarbures, malgré leur diminution, permettent au gouvernement de réduire le poids de sa dette. (…)

Le Président Evo Morales du partiMovimiento Al Socialismo(MAS) a remporté avec succès (61% des voix) un troisième mandat aux élections présidentielles d'octobre 2014. Disposant de la majorité au sein du Congrès, le président devrait poursuivre sa ligne politique qui s'articule autour de l'intégration des populations indigènes et de la nationalisation du secteur des hydrocarbures et des mines.(…) Le récent projet de loi qui vise à encourager l'investissement dans plusieurs secteurs d'activité a toutes les chances d'échouer en raison du refus de l'administration à reconnaitre un processus d'arbitrage indépendant. En outre, la relative insécurité juridique (les expropriations et nationalisations sont toujours possibles) continue d'affecter l'environnement des affaires bolivien.

Brésil

- Population : 202,7 millions
- Croissance du PIB en 2015 (p) : -0,5%
- Dette publique / PIB : 65,6%
- Évaluation pays : A4
- Environnement des affaires : A4

La croissance brésilienne a été décevante en 2014, affectée par le recul de l'activité industrielle, de l'investissement et par le ralentissement de la consommation des ménages. Les perspectives d'une reprise de l'activité en 2015 semblent peu probables. Le secteur industriel devrait encore souffrir du manque d'infrastructures et de main-d'œuvre qualifiée, qui se traduit par une hausse plus rapide des coûts au détriment de la productivité. À cela s'ajoutent un risque élevé de pénurie en eau et un possible rationnement d'électricité en raison de l'absence de pluies qui empêchent les réservoirs des centrales hydroélectriques de fonctionner à plein régime. L'industrie automobile devrait encore être pénalisée par le ralentissement économique en Argentine (principal débouché de cette industrie) et par les nouvelles mesures de restrictions à l'importation imposées par ce pays. Le secteur de la construction et l'activité pétrolière offshore devraient aussi pâtir de la baisse des investissements, domestiques et étrangers, en raison du scandale de corruption qui entoure le géant national, Petrobras. (…)

L'objectif de la présidente Dilma Rousseff, réélue de justesse en octobre 2014, de rompre avec quatre années de faible croissance en attirant davantage l'investissement semble inatteignable à court terme. Le traitement du scandale de corruption chez Petrobras et ses sous-traitants, notamment dans la construction, visant à financer les principaux partis politiques et à récompenser des élus contribuent à la méfiance des investisseurs. Malgré la démission de l'ensemble de la direction de Petrobras, l'image de l'entreprise et celle du gouvernement semblent désormais écornées.

Chili

- *Population : 17,7 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 2,5%*
- *Dette publique / PIB : 33,0%*
- *Évaluation pays : A2*
- *Environnement des affaires : A2*

Selon les données officielles, le pays a enregistré une croissance de 0,5% en 2014. En 2015, l'activité devrait se contracter sous l'effet la baisse du pouvoir d'achat des ménages, affecté par la baisse du salaire réel en raison de l'accélération de l'inflation, et de la baisse des exportations. (…)

En 2014, l'activité économique chilienne a été marquée par un net recul de la demande intérieure, alimentée par l'ajustement des anticipations du secteur minier face au ralentissement chinois et par le ralentissement de la consommation. La reprise devrait s'affermir 2015 grâce à la contra-cyclicité du budget adopté pour 2015, mais restera modéré en raison des incertitudes sur le cours du cuivre. L'augmentation prévue des dépenses publiques (+9,8%) devrait compenser la baisse de l'investissement observée précédemment. Les secteurs du bâtiment et des travaux publics concentreront près de la moitié des dépenses publiques d'investissement, estimées à 6 Milliards d'USD sur l'année. (…)

Les comptes publics sont à peine déficitaires. La dette publique en est le reflet, puisqu'elle ne représente que 34% du PIB (13% pour le gouvernement central). En face, les placements des fonds souverains et les réserves en devises représentent un montant équivalent. Reflet de cette bonne santé, le secteur public se finance à des taux faibles sur le marché domestique. Toutefois, les recettes budgétaires ne représentent que 20% du PIB, dont la moitié procurée par la TVA. L'État compense la faiblesse de l'investissement public (4% du PIB) par le recours aux concessions de service public et au partenariat avec le privé. (…)

Michelle Bachelet, déjà présidente de 2006 à 2010, a été réélue pour un second mandat à fin 2013.

Colombie

- *Population : 47,6 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 3,8%*
- *Dette publique / PIB : 33,1%*
- *Évaluation pays : A4*
- *Environnement des affaires : A4*

La croissance est restée dynamique en 2014, portée par l'investissement privé, la consommation des ménages, favorisée par la baisse continue du chômage et les dépenses en infrastructures. (…) En 2015, l'activité économique ralentira, notamment en raison de la baisse continue du prix des matières premières et du pétrole (…). Toutefois, le pays pourra compter sur la confirmation d'une reprise toujours plus prononcée aux États-Unis, premier partenaire commercial, et sur la dépréciation du peso, qui devrait stimuler les exportations et ainsi compenser en partie le choc de la baisse des prix du pétrole. (…)

Malgré l'augmentation des dépenses d'infrastructures, d'éducation et de santé, le déficit du secteur public restera faible. (…)

Les négociations entre les émissaires gouvernementaux et les FARC se poursuivent depuis octobre 2012. Trois chapitres de l'agenda, ceux de la réforme agraire, de l'intégration des FARC dans le processus politique et de la lutte contre la drogue ont été conclus, du moins dans leurs grandes lignes. Restent les réparations pour les victimes, la justice transitionnelle et le désarmement. La population est impatiente, d'autant que son mécontentement est grand face à la lenteur des progrès en matière de logement, de santé, d'éducation, de transport (…). Juan Manuel Santos a été réélu en juin 2014, mais avec une forte abstention.

Cuba

- *Population : 11,2 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 3,5%*
- *Dette publique / PIB : 40%*
- *Évaluation pays : D*
- *Environnement des affaires : D*

Après avoir ralenti en 2014, la croissance devrait rebondir en 2015. La reprise de l'activité minière (avec la réouverture de la seconde mine du pays après des travaux de modernisation), combinée aux perspectives haussières du prix de nickel, contribuera à stimuler la croissance, tout comme le tourisme. La poursuite du développement du secteur privé, qui devrait atteindre entre 40 et 45% du PIB dans les années à venir, continuera de soutenir la demande intérieure. (…)

Le déficit budgétaire s'est fortement creusé en 2014 sous le poids important des subventions et de la baisse des recettes fiscales issues des résultats mitigés des exportations de nickel. La baisse graduelle des subventions et la mise en place des réformes libérales devraient contribuer à réduire le déficit. (…)

Depuis le 17 décembre 2014, des discussions officielles ont été engagées pour la normalisation des relations entre le pays et les États-Unis. La reprise des relations diplomatiques et commerciales est de bon augure pour Cuba, et le plus vieil embargo pourrait progressivement être levé, sous l'accord du Congrès américain. Le Venezuela continuera d'être le pays le plus proche de Cuba sur la scène internationale, notamment via une politique active de prêts, d'investissements ou de dons. (…)

Le déficit en infrastructures de qualité, ainsi que le rationnement des produits mais également du crédit pèsent sur la population cubaine et alimentent le marché noir ainsi que la corruption, dans un pays où l'armée est omniprésente.

Équateur

- *Population : 14,8 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 1,5%*
- *Dette publique / PIB : 34%*
- *Évaluation pays : B*
- *Environnement des affaires : B*

La croissance du pays, principalement soutenue par la dépense publique, devrait pâtir de la baisse du prix du pétrole. Ce dernier représente près de 40% des recettes publiques et assure une bonne partie des entrées en devise. Le gouvernement a d'ores et déjà annoncé une réduction de 4% du budget de l'État initialement prévu pour 2015. (…)

Le déficit public devrait progresser en raison de la baisse des cours du pétrole qui représente 40% des recettes publiques.

Panama

- Population : 3,7 millions
- Croissance du PIB en 2015 (p) : 6,4%
- Dette publique / PIB : 42,5%
- Évaluation pays : A4
- Environnement des affaires : A4

Malgré un ralentissement de l'économie, en partie lié à la baisse de l'activité de la zone franche de Colón, le Panama devrait encore afficher le taux de croissance le plus élevé de la région en 2015. (…)

L'investissement dans les infrastructures (élargissement du canal, construction d'une nouvelle ligne de métro à Panama City, expansion aéroportuaire, aménagement du réseau routier) et dans les mines (proyecto Cobre Panama) assureront le dynamisme de l'économie en 2015. (…)

Après une détérioration du déficit budgétaire en 2014, impacté par les règlements de chantiers en cours, les fortes subventions de l'électricité, ainsi que par la hausse des dépenses courantes, le gouvernement prévoit de le réduire en 2015. La part de l'investissement (près du

1/3 de la dépense publique) devrait diminuer avec la fin progressive des chantiers (achèvement de l'élargissement du canal prévu pour 2016). (…)

Au pouvoir depuis le 1er juillet 2014, Juan Carlos Varela, du parti de centre-droit Partido Panamañista (PP), s'est engagé à restaurer la crédibilité de la démocratie et des institutions du pays et à lutter contre la corruption qui a profondément entaché l'administration précédente.

Paraguay

- *Population : 6,9 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 4,5%*
- *Dette publique / PIB : 17,1%*
- *Évaluation pays : C*
- *Environnement des affaires : C*

La croissance paraguayenne, robuste en 2014, devrait accélérer en 2015. (…) Les réformes récemment mises en place, comme celle de la loi encadrant les partenariats public-privé (PPP), contribueront à favoriser l'investissement servant à financer des projets d'infrastructures et d'industries orientées vers les exportations. (…) Le léger déficit budgétaire paraguayen devrait se résorber en 2015. (…)

Le ralentissement se poursuit mais néanmoins la croissance se maintiendra à un niveau confortable en 2015. Le pays bénéficiera de l'embellie conjoncturelle des États-Unis (…) et devrait afficher le deuxième niveau de croissance le plus élevé d'Amérique centrale après le Panama. L'activité économique (…) profitera également de l'augmentation touristique étrangère et de la reprise de la consommation. (…)

Président depuis août 2013, Horacio Cortes mène une politique de réformes ambitieuse visant principalement à réduire la pauvreté, développer le secteur agricole et améliorer l'efficacité et la transparence du secteur public.(…) Malgré les réformes du secteur public et le renforcement des protections légales, l'environnement des affaires reste difficile en raison de l'importance de la corruption et à l'insécurité liée au narcotrafic.

Pérou

- *Population : 31,4 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 5,1%*
- *Dette publique / PIB : 19,2%*
- *Évaluation pays : A4*
- *Environnement des affaires : B*

En 2015, le Pérou devrait retrouver son rythme de croissance des dernières années, soutenu par la consommation privée (63% du PIB) et le secteur minier. (…)

La dette publique restera stable à un niveau faible de près de 19% du PIB en 2015. En 2014, le pays n'a pas dégagé d'excédent budgétaire, en raison du soutien de la sphère publique à l'activité. Malgré des difficultés pour récupérer des recettes budgétaires importantes (…), les recettes budgétaires devraient progresser en 2015 pour élargir son assiette fiscale. Côté dépenses, une mauvaise exécution des investissements est observée, souvent la conséquence d'une insuffisante préparation des projets. (…)

Ollanta Humala, président issu d'un parti centre gauche, rencontre certaines difficultés étant donné que les réformes entreprises n'ont pas satisfaite les attentes de la population.

Uruguay

- *Population : 3,4 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : 2,8%*
- *Dette publique / PIB : 67,3%*
- *Évaluation pays : A4*
- *Environnement des affaires : A4*

En 2014, la croissance uruguayenne a souffert du ralentissement économique brésilien et de la récession du marché argentin, ses deux principaux partenaires commerciaux. Pour 2015, les perspectives d'un rebond de l'activité ne sont guère meilleures du fait de la lenteur de la reprise pour l'ensemble de la région. (…)

L'administration du président Tabaré Vazquez, dont le mandat démarre en mars 2015, devrait mener une politique budgétaire plus restrictive afin de limiter la hausse de l'endettement public et lutter contre l'inflation.

Venezuela

- *Population : 30,4 millions*
- *Croissance du PIB en 2015 (p) : -1%*
- *Dette publique / PIB : 41,3%*
- *Évaluation pays : D*
- *Environnement des affaires : D*

Entrée en récession en 2014, l'économie du Venezuela a peu de chances de voir une reprise s'amorcer en 2015. La consommation privée, soutenue par la dépense publique sous forme d'aides sociales multiples en faveur des classes défavorisées, est affectée par un niveau d'inflation élevé. (…)Les comptes publics sont très déficitaires en raison de la politique laxiste menée par le gouvernement depuis des années. En 2015, le déficit, financé en grande partie par la création monétaire, devrait encore se creuser. Alors que les recettes pétrolières ont cessé de progresser, la réduction des dépenses publiques (subventions sur le prix de l'essence notamment) semble peu probable compte tenu du fort coût politique que cela pourrait avoir à l'approche des élections législatives de septembre 2015. (…)

Élu en avril 2013, le président Nicolas Maduro du PSUV (Partido Socialista Unido de Venezuela) est dépourvu de la popularité de son prédécesseur, Hugo Chavez.

© Coface 2015

Vous pouvez retrouver l'intégralité de ces fiches pays à l'adresse suivante :
www.coface.fr/Etudes-economiques-et-risque-pays

BEM BULLETIN D'ABONNEMENT

À renvoyer au : BEM - Case 32 - 17 rue d'Uzès - 75108 Paris cedex 02.
Fax. 01 40 13 51 19 • **E-mail.** abonnement@groupemoniteur.fr
Tél. 01 40 13 50 65

Je m'abonne au BEM · Bulletin Européen du Moniteur ·
en retenant la formule 1 AN – 48 NUMÉROS :

☐ **Version *papier et numérique*** ..... **1618 €** HT (tva 2,10%) | **1651,98 €** TTC
☐ **Version *numérique*** ..... **1370 €** HT (tva 20%) | **1398,77 €** TTC

RÉGLEMENT
☐ **Chèque bancaire,** à l'ordre : *BEM, Bulletin Européen du Moniteur.*
☐ **Virement** à réception de facture.

Cachet et/ou signature obligatoire

COORDONNÉES ☐ M. ☐ Mme
Nom : ..... Prénom : .....
Fonction : .....
Société : .....
Adresse : .....
Code Postal : ..... Ville : .....
Tél. ..... E-mail : .....
(indispensable pour la déclaration numérique)
Code NAF : ..... Nbre Salariés : .....

Offre valable jusqu'au 31/12/2015. Tarifs étranger, nous consulter. Informatiques et libertés - Conformément à la loi du 06/01/1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant les rectifier et vous opposer à leur transmission éventuelle en écrivant au Service Abonnements.

Amérique latine : le modèle espagnol

À la différence des majors français, les grands groupes de BTP espagnols et même les PME sont très présents sur cette zone, y trouvant depuis 2008 un moyen de compenser la forte baisse de leur marché domestique.

Depuis plusieurs décennies, l'Amérique latine est une zone d'opportunités pour les entreprises espagnoles. Elles cultivent des liens étroits avec cette région, s'appuyant sur une histoire et une langue communes. Dans les années 1990, l'Amérique latine a été un pilier dans le processus d'internationalisation des grandes entreprises de construction espagnoles. Elles ont tiré profit des réformes engagées dans la région et sont allées chercher de nouveaux marchés à la suite de la libéralisation de nombreux secteurs. La crise immobilière qui a frappé le pays en 2008 a joué un rôle de catalyseur, poussant encore davantage d'entreprises – dont nombre de PME – à réaliser une internationalisation express en direction de l'Amérique latine.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des entreprises de l'IBEX 35 (équivalent espagnol du CAC 40) a des intérêts dans cette région. Selon la secrétaire d'État au commerce extérieur, Alicia Sánchez, l'Amérique latine représente 43% des investissements espagnols à l'étranger. Cette étroite relation économique se voit renforcée par l'existence d'accords économiques privilégiés (traités de libre-échange signés avec le Mexique, la Colombie, le Pérou, le Chili) et l'action de la puissante CAF. La "Banque de développement d'Amérique latine", créée en 1970, réunit 18 pays (Espagne, Portugal + 16 pays du sous-continent) et 14 banques privées. Son but ? Impulser du développement durable, réduire les inégalités et la pauvreté, le tout à travers le financement à crédit de projets publics ou privés. En 2014, la CAF a ainsi réalisé des prêts pour un montant de 11,8 milliards d'euros. C'est une des principales sources de financement de la zone. L'Amérique latine est un géant de 22 millions de kilomètres carrés. L'immensité de ce territoire nécessite aujourd'hui de grandes infrastructures. Les constructeurs espagnols sont très présents dans la région. À titre d'exemple, le président d'ACS, Florentino Perez, souligne que les marchés d'Amérique latine représentent 34% du chiffre d'affaires de son entreprise, qui s'élève à 68 milliards de dollars.

Autoroutes et métro, chasse gardée

Les autoroutes sont le terrain de chasse gardée des Espagnols. En juillet dernier, Sacyr a remporté sa deuxième concession d'autoroute en Colombie pour 900 millions d'euros : "l'Autopista del mar", 176 kilomètres, 41 ponts et 17 tunnels. Sacyr a également en chantier 7 autres autoroutes (six au Chili et une au Pérou). OHL, de son côté, vient de signer deux contrats de construction d'autoroutes (Pérou et Chili). Montant : 54 millions d'euros. Enfin, Abertis, géant de l'exploitation des infrastructures, vient d'acquérir 100% de la société chilienne "Dos Mil", spécialisée dans les concessions d'autoroutes, pour un montant de 133,7 millions d'euros.

Mais les Espagnols ne jettent pas leur dévolu uniquement sur les autoroutes. Ils sont aussi également présents dans d'autres secteurs. C'est le cas de la construction de métro. En mai dernier, FCC a remporté l'appel d'offres pour construire la nouvelle ligne du métro de Panama. À Lima (Pérou), FCC et ACS ont financé la ligne 2 du métro grâce à une émission obligataire d'un milliard d'euros. Avec 35 kilomètres de ligne souterraine et une prévision de 660 000 passagers par jour, ce chantier, qui devrait se terminer en 2020, est une des plus grandes œuvres de

Cette étroite relation économique se voit renforcée par l'action de la puissante CAF, la "Banque de développement d'Amérique latine"

Installations électriques : une PME espagnole en Uruguay

Enrique Mazón est dirigeant d'une entreprise familiale basée à Saragosse, spécialisée dans les installations électriques pour le secteur du bâtiment. Voilà deux ans, face à la crise frappant son marché domestique, il a décidé de franchir le pas, et l'Atlantique, afin ouvrir une succursale en Uruguay, un pays de 3,4 millions d'habitants en croissance. Il fête ce mois-ci le premier anniversaire de sa filiale "Instalaciones y Montajes Eléctricos Mazón" à Montevideo. « Nous étions déjà venus travailler occasionnellement en Uruguay. La multiplication des contrats obtenus sur place nous a incités à faire le grand saut. Notre installation proprement dite s'est réalisée en deux temps. Tout d'abord, une phase d'implantation (création de l'entreprise, recherche de clients), puis une phase de recrutement de personnel qualifié. Nous avons réalisé notre premier chantier avec un personnel mixte, originaire de Saragosse et d'Uruguay. Aujourd'hui, l'entreprise s'est agrandie et nous sommes huit salariés, en majorité uruguayens. Grâce aux contrats que nous venons de signer, nous prévoyons de faire évoluer notre effectif jusqu'à vingt salariés dans les six prochains mois. »
L'expérience d'Enrique Mazón est largement positive. « Le fait d'être espagnol est un atout : la communication est plus facile et les Uruguayens nous apprécient». Il faut cependant s'adapter à ce marché nouveau. « Négociations et manières de travailler sont différentes de l'Espagne. Il faut faire preuve de beaucoup d'humilité. Le ministère du Travail est moins exigeant et tatillon que chez nous ».
Avec 3,4 millions d'habitants, l'Uruguay est un petit pays qui « offre beaucoup de possibilités ainsi qu'une sécurité à la fois juridique et physique ». La législation y est beaucoup plus simple que chez le grand voisin argentin. La croissance attendue en 2015 est de 3,3 %. Le coût de la vie y est similaire à l'Espagne.

génie civil actuellement en cours sur ce continent.

L'Amérique latine est une région aux ressources abondantes, ce qui ouvre aussi des perspectives aux groupes espagnols qui se sont diversifiés dans les services urbains. À titre d'exemple, on y trouve 33% de l'eau de la planète. Le mois dernier, FCC Aqualia a remporté quatre contrats de traitement de l'eau des industries minières et pétrochimiques au Mexique et au Chili, pour une valeur de 108 millions d'euros. FCC renforce ainsi sa position en Amérique latine et s'affirme comme la 6ème entreprise mondiale de gestion de l'eau (avec 23,5 millions d'usagers).

Le tourisme, un axe fort

Le tourisme est également un axe fort de la présence espagnole. C'est notamment le cas à Cuba, où grands groupes hôteliers comme Meliá, Iberostar ou Barceló, en situation de quasi-monopole avec une cinquantaine d'hôtels, ont déjà annoncé leur intention de construire de nouveaux « resorts ». La fin de l'embargo américain est porteuse d'espérance pour les 230 entreprises espagnoles déjà implantées à Cuba. Leur activité dépend en grande majorité du tourisme.

Les industriels ont également franchi le pas et beaucoup se sont installés en Amérique latine. La firme catalane Roca, spécialiste des sanitaires et matériels de bain, a investi l'an passé 14 millions d'euros pour ouvrir sa neuvième usine au Brésil. Objectif ? Renforcer sa présence dans les économies émergentes. Le Brésil est, depuis 2011, le premier marché en volume de vente pour Roca. Gamesa suit le même chemin. Le second fabricant européen d'aérogénérateurs et promoteur de parcs éoliens réalise 22% de son chiffre d'affaires au Brésil. En juin dernier, son PDG Ignacio Martín, a annoncé l'extension de son usine créée en 2011 à Camaçari, (État de Bahia). À la fin de l'année, elle abritera 570 employés.

Obstacles à la croissance

Mais tout n'est pas si simple pour les entreprises présentes dans la zone. Elles rencontrent des difficultés de trois types : économiques, politiques et juridiques.

Les difficultés économiques sont liées au ralentissement perçu dans la région. C'est une réalité, notamment dans la construction au Brésil (BEM du 20 juillet, page 5). Le cas, heureusement isolé, d'un État en banqueroute, comme Porto Rico, met en difficulté des investisseurs espagnols comme Abertis. Selon Alejandro Wermer, du FMI, seuls le Pérou et le Chili ne fléchiront pas en 2015. Les difficultés politiques trouvent leurs origines dans le protectionnisme exacerbé de certains états (comme l'Argentine) ou dans l'instabilité des régimes politiques (Venezuela). C'est un frein considérable à l'investissement espagnol. Enfin, il existe des difficultés d'ordre juridiques. On pense ici au scandale de corruption impliquant des juges mexicains, qui a entaché l'honorabilité du constructeur OHL. Il a fait perdre beaucoup de crédibilité au groupe et notamment affaibli sa valeur boursière.

•Code couleur : Augmentation, Maintien, Diminution
• Source : " VIII Informe Panorama de Inversión Española en Iberoamérica de IE Business School y Air France KLM". Plus de 60 entreprises espagnoles réalisant des investissements significatifs dans la région et/ou qui sont cotées en bourse ont participé à l'étude.

PRÉVISION D'INVESTISSEMENT ESPAGNOL EN AMÉRIQUE LATINE

Malgré le ralentissement de la croissance en Amérique latine, l'investissement se maintiendra ou augmentera dans quasiment tous les pays, principalement grâce aux PME. 74% des entreprises espagnoles ont prévu d'augmenter leur investissement dans le sous-continent en 2015, 22% de le maintenir et seulement 6% de le réduire.

Dernier obstacle, de taille, pour les Espagnols : la concurrence chinoise. La pénétration des entreprises de l'Empire du Milieu dans la région croît pratiquement deux fois plus vite que celle des entreprises hispaniques. Les géants chinois de la construction bénéficient pleinement du poids géopolitique croissant de leur pays et de financements avantageux. La lutte est féroce entre Espagnols et Chinois comme en témoigne la bataille livrée actuellement pour la construction du nouvel aéroport de Mexico.

L'Amérique latine, grâce à sa démographie et son potentiel de croissance, demeure une opportunité pour les entreprises espagnoles. Cependant, comme nous confie Igor Gallo, spécialiste de l'Amérique latine à l'IE Business School de Madrid : « La concurrence y est chaque jour plus forte, ce qui implique une réduction des marges et une sophistication des services et des produits ». Selon cet expert, « ce sont essentiellement les PME, particulièrement les moyennes, qui seront les grandes protagonistes des prochains investissements espagnols dans la région ».

Julien Cassan

BTP français : parcours d'un grand timide en Amérique latine

Au cours de ces derniers mois, Vinci et Eiffage ont accéléré leur développement dans la région. Mais la présence des constructeurs français y reste anecdotique, malgré le dynamisme de certains marchés comme la Colombie. Les ingénieristes ont, eux, déjà compris que l'Amérique du Sud pouvait être un Eldorado.

L'Amérique latine aurait-elle enfin le vent en poupe chez les constructeurs français ? Jusque-là plutôt réticents à s'engager dans la région, les grands acteurs hexagonaux lorgnent de plus en plus vers les marchés jusque-là monopolisés par les entreprises locales, californiennes, espagnoles, voire portugaises. À quelques mois d'intervalle, Vinci et Eiffage ont avancé leurs pions dans la zone et tous deux jeté leur dévolu sur la Colombie. Début juillet, le major français a annoncé avoir pris une participation de 20 % au capital de l'entreprise Constructora Conconcreto, deuxième groupe de BTP et de promotion immobilière du pays. Et Vinci annonce clairement son intention de « s'ancrer durablement » en Colombie. « Ce partenariat nous permettra de participer et d'accompagner l'ambitieux programme de développement du pays dans le domaine des infrastructures », indiquait alors Xavier Huillard, PDG du groupe français.

Vinci est déjà présent en Amérique latine via Soletanche Freyssinet, qui dispose d'une dizaine de filiales dans la région. Soletanche Espagne réalise d'ailleurs plus de 80 % de son chiffre d'affaires en Amérique du Sud. Eurovia est aussi très active au Chili grâce à sa filiale locale Bitumix, major national de la construction de routes. ETF, sa filiale ferroviaire, est également mandataire de la construction et de l'exploitation sur 20 ans des lignes 3 et 6 du métro de Santiago du Chili. Enfin, le secteur des concessions est porteur en Amérique latine pour Vinci Airports, qui a notamment remporté le contrat de construction-concession sur 20 ans de l'aéroport Arturo Merino Benitez de Santiago du Chili.

Eiffage ambitieux sur toute l'Amérique du Sud

Si Vinci est déjà bien implanté en Amérique latine, Eiffage a fait ses premiers pas dans la région en début d'année, avec l'acquisition de Puentes y Torones, deuxième groupe colombien spécialisé dans les ouvrages d'art. Et ce n'est pas un hasard si le constructeur français a choisi ce pays comme point de départ pour son développement dans la région. « La Colombie est le pays d'Amérique du Sud qui a le programme le plus ambitieux de réalisation d'infrastructures dans les dix ans à venir. On parle de plusieurs milliards de dollars et près de 1 000 ponts à construire. Nous en visons la meilleure part », a rappelé au BEM Jean-Louis Servranckx, président d'Eiffage Travaux Publics. Le marché du BTP colombien compte parmi les plus dynamiques du continent sud-américain,

« La Colombie est le pays d'Amérique du Sud qui a le programme le plus ambitieux de réalisation d'infrastructures dans les dix ans à venir », Jean-Louis Servranckx, président d'Eiffage Travaux Publics.

Les ingénieristes déjà bien implantés

Comme les constructeurs, les bureaux d'études français s'intéressent de près à l'Amérique latine. Présents sur le continent depuis les années 1960, comme Egis, ou depuis seulement quelques années, comme Setec, les ingénieristes hexagonaux ciblent principalement trois marchés : le Brésil, la Colombie et le Chili.

Le Brésil reste le pays le plus convoité grâce à un secteur du BTP dynamique. Egis, Setec et Artelia en ont fait leur base arrière et y ont racheté des ingénieristes locaux au cours des trois dernières années : Vega, Lenc et Aéroservices pour Egis, MWH Brésil – devenu Setec Hidrbrasileira – pour Setec, et DPG Plan pour Artelia.

Les infrastructures restent le secteur le plus porteur dans le pays grâce au plan de modernisation et de privatisation/mise en concession de grands axes routiers, ferroviaires et d'aéroports. Trois domaines couverts par Egis grâce à ses nouvelles filiales : Vega est spécialisé dans le fret ferroviaire, Aéroservices dans les infrastructures aéroportuaires et Lenc dans les routes et l'environnement. Parmi ses références dans le pays, l'ingénieriste français supervise la construction de l'axe ferroviaire nord-sud entre Palmas (centre) et Porto Seco-Anapolis (à 800 km au sud), travaille sur les lignes 1 et 2 du métro de Salvador de Bahia, et exploite l'aéroport international Viracopos-Campinas de São Paulo.

La ville semble être celle qui offre le plus d'opportunités aux ingénieristes. Artelia y a conçu l'extension du centre de recherche spatial brésilien et rénové et agrandi l'hôpital INCOR. Présent dans le pays depuis 2012, Setec y travaille sur la ligne 6 du métro.

Si le Brésil reste le pôle d'attraction le plus important, la Colombie et le Chili bénéficient aussi d'un BTP dynamique, surtout dans le secteur des transports urbains. Le Chili est d'ailleurs la base arrière d'Ingérop, qui y a acquis, en 2013, Ghisolfo, un bureau d'études spécialisé dans les infrastructures sur lequel le français compte pour se développer davantage au Brésil et en Argentine. Au Chili, Ingérop a notamment réalisé les études pour le tramway de Las Condes. 2015 a été une année prospère pour les ingénieristes français actifs dans le pays. Setec a remporté, en mai, la réalisation des études de structure pour l'aéroport Arturo Merino Benitez de Santiago du Chili. Artelia y pilote aussi un projet de simulateur de ville durable qui devrait participer à la promotion du savoir-faire français dans ce domaine.

La Colombie et le Pérou sont également d'importants marchés pour Egis et Ingérop, toujours dans le secteur des transports en commun. D'ailleurs, les ingénieristes français seront peut-être bientôt contraints de se développer davantage dans ces pays, la concurrence faisant de plus en plus rage au Brésil. Après les Espagnols venus chercher dans le pays des contrats devenus rares sur leur marché domestique, les Chinois s'imposent grâce à leur puissance de frappe financière. L'embauche de leurs filiales nationales reste en effet souvent une condition au versement de leurs financements dans les infrastructures brésiliennes.

Vinci construit actuellement le pont de l'Atlantique, le plus long ouvrage d'art à hauban en béton au monde, qui enjambera le canal de Panama. ***Image : Vinci.***

avec une « prévision de croissance moyenne de 5 % en volume au cours des dix prochaines années », selon le rapport annuel de Bouygues Construction. Le pays a également lancé un vaste plan de construction d'autoroutes dites de quatrième génération. Et Eiffage compte bien s'appuyer sur cette nouvelle implantation pour conquérir le marché sud-américain. « L'objectif du groupe est de se développer graduellement sur le continent grâce à l'acquisition de sociétés déjà très qualifiées, puis de les faire monter en gamme pour les faire travailler sur des projets de plus en plus complexes », précise le dirigeant. Et en particulier sur les nombreux programmes de construction-concession et PPP qu'offre le continent. Eiffage réfléchit déjà à des acquisitions « dans deux ou trois pays matures » en Amérique latine. La première pourrait intervenir d'ici la fin de l'année. D'autres suivraient début 2016. « Pour nous, l'Amérique du Sud est un bon compromis entre croissance économique et climat d'affaires favorable », explique Jean-Louis Servranckx.

Bouygues et Fayat en retrait

Les numéros 2 et 4 du BTP français restent en revanche peu présents en Amérique latine. Après avoir mené de grands projets comme la construction du plus haut pont haubané du monde au Mexique et la rénovation du stade Maracana de Rio de Janeiro, Bouygues réduit la voilure dans la région. « Nous prospectons uniquement au Pérou et en Colombie, et nous n'avons pas vraiment d'objectifs de développement en Amérique latine pour le moment », a indiqué le groupe au BEM.
Bouygues reste toutefois présent sur le continent, notamment par l'intermédiaire de Colas, implanté au Venezuela, au Chili et au Pérou. Colas Rail travaille depuis 30 ans sur le métro de Caracas et participe avec ETF à l'extension du réseau métropolitain de Santiago du Chili. Et la filiale ferroviaire du groupe a l'intention d'étendre ses activités en Amérique latine à moyen terme. Smac, filiale de Colas spécialisée dans l'étanchéité est aussi active au Chili et au Pérou depuis 2012.
Fayat reste le grand constructeur français le plus prudent. Razel-Bec, filiale travaux publics du groupe ne dispose d'aucune implantation permanente dans la région, et n'envisage d'y mener que des projets ponctuels. Le périmètre de Fayat Métal reste cantonné aux Caraïbes et à la Guyane. Fayat dispose toutefois d'une activité industrielle importante au Brésil avec sa filiale Bomag Marini Latin America, qui produit des matériels pour la construction routière.
Si la concurrence des entreprises espagnoles et américaines a de quoi calmer les ardeurs des constructeurs français, l'Amérique latine offre pourtant de nombreuses opportunités. Avec la lutte contre la corruption, de nombreux acteurs locaux perdent des parts de marché que pourraient saisir les entreprises hexagonales, le cas du scandale Petrobras au Brésil étant le plus symbolique. Sans compter sur les grands projets d'infrastructures lancés à travers le continent. Messieurs les Français, à vous de jouer !

Julie Guérineau

Bulletin Européen du Moniteur - 17, rue d'Uzès, 75108 Paris cedex 02. Tél. : 01.40.13.30.14. Fax : 01.40.13.52.48. E-mail : bem@groupemoniteur.fr
Directeur de la publication: Christophe Czajka - Directeur de la rédaction : Michel Dalloni. Rédacteur en chef délégué : Hugues Boulet. Tél. : (01.40.13.30.14) ; E-mail : hugues.boulet@groupemoniteur.fr. Journaliste : Julie Guérineau. Tél. : (01.40.13.32.06) ; E-mail : julie.guerineau@groupemoniteur.fr. Le Bulletin Européen du Moniteur est réalisé avec la collaboration de la rédaction du Moniteur du BTP et de ses correspondants exclusifs dans le monde. Chargée de diffusion : Nina Yingui. Tél. : (33-1) 40.13.38.12 ; fax: (33-1) 40.13.51.19 ; E-mail : nina.yingui@groupemoniteur.fr
Abonnement : 1 an (48 n^{os}) : 1 370 € HT (numérique) ou 1 618 € HT (print + numérique). Prix du numéro : 33 euros. Tarifs valables jusqu'au 31/12/2015. Impression : AB Printed – 6 rue Eugène Barbier – 92400 Courbevoie – Dépôt légal : aout 2015. Le Bulletin Européen du Moniteur est édité par Groupe Moniteur, SAS au capital social de 333 900 €. Siège social, 17, rue d'Uzès, 75108 Paris cedex 02. RCS Paris B 403.080.823. Code APE 5814 Z. N° SIRET 403.080.823.00012. N° TVA intracommunautaire - FR 32 403.080.823. Principal actionnaire : Info Services Holding. Commission paritaire n°0619 I 85014.
Toute reproduction non autorisée du BEM, même par photocopie, est interdite

Argentine : un retard à combler en infrastructures

Le deuxième pays d'Amérique du Sud par la taille souffre d'un fort déficit énergétique, qui rend prioritaire la construction de barrages hydroélectriques et de centrales nucléaires. La saturation des systèmes de transport constitue également une opportunité, y compris pour les entreprises françaises. Mais les ressources financières manquent, ce qui conduit l'État argentin à rechercher des partenaires étrangers.

Avec son territoire immense (2,8 millions de km²) et ses 42 millions d'habitants regroupés dans les villes de Buenos Aires, Córdoba et Rosario, l'Argentine a d'énormes besoins en matière d'infrastructures énergétiques et de transport routier et ferroviaire. Le directeur du "think tank" de la Chambre argentine de la construction (Camarco), Fernando Lago, estime à « environ 30 milliards de dollars par an » les investissements nécessaires dans le BTP en Argentine pour la période 2016-2025, y compris la douzaine de barrages jugés prioritaires par le gouvernement. Ce chiffre global découle d'une étude réalisée par la Chambre, qui en publiera très prochainement une version réactualisée (1). « À l'origine, cette étude avait été faite à la demande de la Banque mondiale, inquiète vis-à-vis de la capacité du secteur à répondre aux besoins du pays en infrastructures ».

Énergie

Premier pays d'Amérique du Sud à avoir construit une centrale nucléaire, en 1974, l'Argentine a lancé un plan de réactivation du secteur en 2006, d'abord pour moderniser les trois centrales existantes qui fournissent 10% de la matrice énergétique du pays, soit 1 755 MW, puis pour lancer trois projets de nouvelles centrales dans le cadre d'accords bilatéraux avec la Chine et la Russie. De source officielle, toutes seraient situées dans la zone nucléaire de Zárate, à 100 km au nord de Buenos Aires, où se trouvent les centrales Juan Domingo Perón et Néstor Kirchner. L'appel d'offres publié par le ministère de la Planification argentin, le 14 juillet dernier, pour la construction du lot génie civil de la quatrième centrale, donne toutefois priorité aux entreprises nationales, tandis que les équipements et le financement de cette unité de 700 MW de puissance sont apportés par la Corporation nationale nucléaire de Chine.
Le projet d'une cinquième centrale, de 1 000 MW, est prévu sur le même site avec le même partenaire. Par ailleurs, celui de la sixième centrale, de 1 200 MW, a fait l'objet d'une réunion à Buenos Aires entre les dirigeants de l'entreprise nucléaire russe Rosatom et le ministre de la Planification argentin, Julio De Vido, le 3 juillet dernier. L'Argentine veut en effet élever la part du nucléaire dans sa matrice énergétique des 10% actuels à 30% en 2030.

Liste des projets de barrages prioritaire (coût en millions de dollars US)

- *Barrage Potrero de Clavillo – Lieu : Catamarca-Tucumán – Puissance 300 MW – Coût : 600 millions (l'appel d'offres pour l'étude devrait être lancé cette année)*
- *Barrage Portezuelo del viento – Lieu : Mendoza – Puissance 216 MW – Coût : 650 millions (une présélection de huit consortiums aurait été faite en 2011. L'appel d'offres serait depuis supendu)*
- *Barrage Zanja del Tigre – Lieu : Salta – Puissance 450 MW – Coût : 900 millions*
- *Barrage Río del Llanura – Lieu : Santa Fé-Corrientes – Puissance 600 MW – Coût : 1 700 millions*
- *Digue Tasigasta et travaux complémentaires – Lieu : Santiago del Estero – Coût : 440 millions*
- *Barrages Néstor Kirchner et Jorge Cepernic (programme hydroélectrique pour le développement du fleuve Deseado) – Lieu : Santa Cruz – Puissance : 1 740 MW – Coût : 5 150 millions (projet attribué en août 2013 au consortium formé par le Chinois Gezhouba et l'Argentin Electroingeniería)*
- *Barrage Chihuido II – Lieu : Neuquén – Puissance 296 MW – Coût : 760 millions*
- *Barrage El Tambolar – Lieu : San Juan – Puissance 75 MW – Coût : 400 millions (la construction de la première partie du projet a commencé début 2015)*
- *Barrage Cordón del Plata – Lieu : Mendoza – Puissance 1 100 MW – Coût : 1 900 millions*
- *Barrage Pini Mahuida – Lieu : Neuquén – Puissance 457 MW – Coût : 1 498 millions (appel d'offres pour l'étude de sols lancé en avril)*
- *Barrage La Invernada – Lieu : Neuquén – Puissance 322 MW – Coût : 874 millions (appel d'offres pour l'étude de sols lancé en avril)*
- *Barrage Cerro Rayoso – Lieu : Neuquén – Puissance 472 MW – Coût : 1 200 millions de dollars (appel d'offres pour l'étude de sols lancé en avril).*

Route du "Paso de San Francisco", un col de la Cordillère des Andes qui unit, d'un côté, la province argentine de Catamarca et, de l'autre, la région d'Atacama du Chili. ***Photo : Mariano Mantel.***

Routes

Le réseau ferroviaire ayant été privatisé et en grande partie démantelé à la fin du siècle dernier, le transport routier est incontournable, aussi bien pour les personnes que pour le fret de marchandises, notamment agricoles. Or, les routes sont globalement en mauvais, voire très mauvais état en province. « Nous disposons actuellement d'un réseau autoroutier de 8 500 km que nous devrons augmenter à court terme pour relier les centres de production à ceux de consommation, ainsi que les ports situés sur le fleuve Paraná et la côte atlantique », raconte Daniel Bordolin, de la Camarco. Les routes nationales n'existent que dans un rayon de 80 km autour de Buenos Aires. Nous devons élargir ce périmètre à 150 km dans les prochaines années. » Daniel Bordolin estime à environ 5 milliards de dollars par an l'investissement global au niveau national pour répondre aux besoins d'infrastructures routières, autoroutières et de ponts.

Aéroports

Également saturés, les deux aéroports internationaux de Buenos Aires, Ezeiza et Aeroparque, font actuellement l'objet de travaux d'agrandissement portant sur la construction de 120 000 m² couverts à Ezeiza, dont 60 000 m² sont déjà effectués, et 70 000 m² à Aeroparque, indique Gustavo Lipovich, le directeur de l'autorité de régulation de la société nationale aérienne (ORSNA). Il précise que les appels d'offres en matière d'infrastructures aéroportuaires sont généralement restreints aux entreprises nationales. « L'Argentine fait face à une augmentation notable du nombre de passagers aériens, ce qui nous oblige à créer de nouvelles pistes d'atterrissage et tours de contrôle. Celle d'Ezeiza, en construction, mesurera 85 m de hauteur, dit-il. Outre les travaux en cours pour des aéroports de Córdoba et de Mendoza, les projets d'extension de ceux de Comodoro Rivadavia, San Martín de los Andes, et de Santa Fe, sont au stade de l'appel d'offres, indique le fonctionnaire. Le secteur de l'exploitation aéroportuaire argentine est largement dominé par l'entreprise Aeropuertos 2000, de l'homme d'affaires touche-à-tout Eduardo Eurnekian. « Aeropuertos 2 000 exploite de 33 des 55 aéroports d'Argentine, tandis que 5 autres le sont par d'autres privés, comme celui d'Uhuaïa, et 17 par l'État et des municipalités », indique Gustavo Lipovich.

Et le financement ?

La problématique du déficit argentin en infrastructure est avant tout financière. Le plus européen des pays d'Amérique du Sud, du fait de l'immigration massive au tournant du XXème siècle, est politiquement fédéral, mais économiquement centralisé. L'État national apporte environ 80% de l'investissement dans le domaine des travaux publics, le reste étant du ressort des vingt-deux provinces et du gouvernement autonome de la ville de Buenos Aires. « Seules les provinces de Buenos Aires, Córdoba, Santa Fe et, dans une moindre mesure, Mendoza, disposent des ressources suffisantes pour accompagner des projets d'envergure », indique l'ingénieur Fernando Lago. Le gouvernement argentin a réalisé un "road-show", fin 2013, en Chine, en Russie et au Brésil pour trouver des partenaires financiers et des constructeurs associés afin de réaliser de grands projets, pour l'essentiel des barrages hydroélectriques, des centrales nucléaires et dans le domaine ferroviaire.
La présidente argentine, Cristina Fernández de Kirchner, et ses ministres de la Planification, Julio De Vido, et de l'Économie, Axel Kiciloff, n'ont pas fait escale à Paris, semble-t-il à cause de la dette de l'Argentine auprès du Club de Paris. Celle-ci est cependant en bonne voie de résolution. Cette tournée aux pays des BRICS a déjà porté ses fruits : dans le cadre d'accords-cadres bilatéraux, une banque nationale et des constructeurs russes ont signé un contrat pour construire le barrage de Chihuido (province de Neuquén) et avancent sur le projet de la sixième centrale nucléaire au nord de Buenos Aires. Les banques chinoises financent, elles, déjà le méga projet de barrages Néstor Kirchner et Jorge Cepernic (province de Santa Cruz).

Marc-Henry André

(1) Lien vers l'étude portant sur le cycle 2012-2021 : www.camarco.org.ar/File/GetPublicFile?id=1094

L'État national apporte 80% de l'investissement dans les travaux publics, le reste étant du ressort des 22 provinces et du gouvernement autonome de Buenos Aires.

JO : un héritage en demi-teinte pour Rio ?

Première ville latino-américaine à accueillir les Jeux olympiques, Rio de Janeiro veut véhiculer à cette occasion une image d'une cité moderne et globale. Sur le modèle de Barcelone en 1992, elle a entamé de grandes transformations urbaines dans les transports, la sécurité, le logement et la mobilité... Mais à un an de la tenue de l'évènement, beaucoup s'interrogent sur l'héritage réel qui sera légué à la métropole carioca.

Postés à un feu, sur la grande avenue qui traverse Barra da Tijuca, un quartier aisé de la zone ouest de Rio, quatre animateurs affublés d'un T-shirt à l'effigie du promoteur immobilier qu'ils représentent se précipitent sur les voitures qui viennent de s'arrêter au feu rouge. Ils distribuent des flyers présentant de superbes appartements dans des immeubles « encore en construction » ou « quasiment finis » dans le quartier. Logements, bureaux, centres commerciaux... Depuis quelques années, partout où il y a encore de la place, les immeubles poussent dans le quartier de Barra da Tijuca, Jacarepagua et, plus loin, celui de Recreio. Car c'est ici que se concentrent la majeure partie des infrastructures qui accueilleront les épreuves des Jeux olympiques, qui démarreront le 5 août 2016 : village, press center, parc olympique, golf.... La ville construit aussi des infrastructures de transport pour faciliter l'accès à ce quartier excentré, infrastructures qui ont attiré les investisseurs immobiliers, contribuant à étendre la ville vers l'ouest.

Pour le maire de Rio, Eduardo Paes, l'héritage des JO pour la ville sera « plus important que celui de Barcelone en 1992 ». Au-delà des équipements sportifs, la ville met en avant les grands travaux de mobilité urbaine engagés : nouvelle ligne de métro, qui permettra de décongestionner sur le long terme autoroute qui relie Barra à la zone sud, lignes de BRT (Bus rapid transit, le bus express), construction d'une ligne de tramway pour relier le centre des affaires au quartier du port en pleine revitalisation… Un centre de contrôle du trafic urbain ultra-technologique a aussi été inauguré juste avant la Coupe du monde en 2014.

Côté sécurité, une des faiblesses de la ville, l'État de Rio a mis en place un vaste programme de "pacification" des favelas depuis 2008 et a construit un grand centre de surveillance. Pour donner au monde l'image d'une capitale culturelle moderne, la ville construit aussi plusieurs musées à l'architecture futuriste, comme le "Museu do Amanha" (le musée de Demain) au Porto Maravilha et le "Museo de imagen y sonido", à Copacabana, qui devraient être inaugurés avant fin 2015. Au total, près de 40 milliards de réais (11,5 milliards d'euros) ont été engagés par les autorités publiques et les investisseurs privés, dont la majorité pour les infrastructures non sportives.

Mais nombreux sont ceux qui s'inquiètent déjà de l'avancée des travaux. L'inauguration officielle du métro, annoncée au départ pour début 2016, a été reportée à 15 jours avant l'ouverture des JO. « Le chantier est constamment arrêté, parfois une semaine, parfois plus, pour des problèmes non anticipés », glisse un ingénieur qui travaille sur le chantier. Mêmes échos du côté de la construction du tram, où l'on craint que les travaux ne soient bâclés pour être prêts pour les JO. Et derrière les images d'Épinal vendues par les autorités, observateurs, architectes et urbanistes sont très critiques quant à l'héritage réel que l'organisation des Jeux olympiques laissera à la ville. La politique de "pacification" des favelas mises en place fin 2008, elle, bat déjà de l'aile. Elle s'est résumée à la réoccupation policière des communautés, sans « mise en place de programmes sociaux et

Projet d'enceinte olympique pour les sports aquatiques. *Image : Rio 2016*

Barra, un quartier créé de toutes pièces

En 1969, la ville de Rio demande à Lucio Costa, grand urbaniste brésilien qui a imaginé Brasilia avec Oscar Niemeyer, de penser le nouveau quartier de Barra, où les habitations commencent à se multiplier. Il crée un quartier à l'américaine, traversée par de grandes autoroutes. Peuplée de 300 000 habitants, Barra est la plus grande "région administrative" de la ville, plus étendue en superficie que la ville de Miami. Quartier aisé, où l'on ne circule qu'en voiture, Barra abrite surtout des "condominiums fechados" (condominiums fermés), grands immeubles ultrasécurisés avec piscines, salles de gym et commerces. Séparée du reste de la ville par de hautes montagnes, seule une autoroute, la plupart du temps bouchée, relie Barra au centre de Rio. La construction du métro devrait permettre de décongestionner le trafic.

culturels, ni de réelle rurbanisation », déplore Pedro da Luz Moreira, président de la section de Rio de l'Institut d'architectes du Brésil (IAB-RJ). Résultat, sept ans après la mise en place de cette politique, le mécontentement des habitants s'allie à un retour des trafiquants et de l'insécurité dans certaines des favelas pacifiées.

Ségrégation sociale et intérêt immobilier

Beaucoup craignent aussi qu'au lieu de résoudre un des problèmes majeurs de la ville, les inégalités sociales et l'absence de mixité, les travaux liés aux JO ne fassent que le renforcer. Quant à Barcelone les efforts avaient été portés sur la revitalisation et la mise en valeur de quartiers et de son patrimoine, à Rio, la quasi-totalité des travaux a été au bénéfice d'un quartier aisé et relativement nouveau, puisque Barra da Tijuca est né dans les années 1970. Pour Carlos Vainer, économiste et sociologue à l'Institut de recherche et de planification urbaine et régionale (IPPUR) de l'Université de Rio, les travaux liés aux Jeux, en se concentrant à Barra, ne feront qu'aggraver « la ségrégation sociale et les inégalités ».
Pour Pedro da Luz Moreira, « la ville n'est pas pensée dans l'intérêt de tous, mais pour les intérêts capitalistes et immobiliers ». La renaissance annoncée du quartier de Porto Maravilha n'est pas non plus à la hauteur des espérances : « Les incitations fiscales pour construire des logements ne sont pas assez fortes, dénonce la présidente de l'IAB. Le quartier est en train de devenir le prolongement du centre des affaires actuel, où personne n'habite et qui se vide le soir et le week-end. Rio a besoin de diversifier et mixer ses quartiers ». Seul un quartier de la zone nord recevra des épreuves olympiques. Y sera construit un complexe sportif qui accueillera entre autres les épreuves de tir, d'hippisme ou encore de rugby. Une ligne de bus express a aussi été installée pour desservir le quartier. Un « héritage très positif qui bénéficiera à une population qui en a besoin », reconnaît Pedro da Luz Moreira. D'autres épreuves auront également lieu au stade Maracana, déjà reconstruit pour la Coupe du Monde, et sur la plage de Copacabana.

Chantier du Village olympique sur le site de Barra, qui comptera 31 immeubles de 17 étages, soit environ 10 000 chambres. *Photo : Rio 2016*

Opportunités pour les urba français

« Aujourd'hui il n'existe pas de planification urbaine à Rio, regrette Carlos Vainer. Les projets sont pris un à un sans vue d'ensemble ».
Mais l'élan citoyen né au Brésil dans les manifestations de 2013, et le scandale Petrobras, qui condamne la corruption organisée dans le BTP et le "capitalisme à la brésilienne", construit autour de la proximité des grandes entreprises avec les pouvoirs publics, sont autant d'espoirs pour renverser la situation. Rio et les villes brésiliennes pourraient alors être forcés à se montrer plus responsables et à répondre à l'intérêt général, avant celui des investisseurs. Les architectes et urbanistes français, héritiers d'une longue tradition de planification, auraient alors peut-être un rôle à jouer.

Aglaé de Chalus

Trois questions à… Jerônimo de Moraes, Président du Conseil d'architecture et d'urbanisme de Rio

« Des choix qui bénéficient aux investisseurs immobiliers, pas aux Cariocas »

Avoir choisi de concentrer les infrastructures olympiques dans le quartier de Barra fait-il sens ?
L'extension de la ville vers Barra, à l'ouest de Rio, drastiquement accélérée par la construction de la majorité des infrastructures dans ce quartier, ne correspond pas à une augmentation de la population. On crée de nouveaux besoins en transport, en infrastructures scolaires ou de santé, alors que ces réseaux existent déjà dans la zone nord de la ville. Plutôt que de réinvestir dans ces zones dégradées, la ville investit dans un quartier qui n'en a pas besoin et contribue à étendre encore plus la superficie de Rio. Ce sont des choix qui bénéficient aux investisseurs immobiliers, mais pas aux Cariocas.

La ville de Rio se tourne-t-elle vers un modèle à l'américaine ?
Certains quartiers, notamment dans la zone sud, comme à Copacabana, sont construits sur le modèle européen ; on peut tout y faire à pied. Le choix de Barra consolide une vision de la ville étendue, à l'américaine, où tout dépend de la voiture. Ce n'est pas un modèle écologiquement positif, ni agréable pour les habitants qui dépensent beaucoup de leur temps dans les transports. Il y a sept ou huit ans, la mairie avait annoncé des Jeux olympiques plutôt dans le centre de la ville, notamment dans le quartier de Porto Maravilha, permettant de revitaliser ces quartiers historiques et rendre la ville plus compacte. Ce projet a été hélas abandonné.

La construction du métro, du tram dans le centre, de lignes de bus permettra-t-elle de combler le manque de transports publics ?
Ce sont des investissements positifs, mais qui arrivent avec beaucoup de retard ! La solution du BRT (Bus Rapid Transit) existe au Brésil depuis 30 ans, et n'est implantée à Rio qu'aujourd'hui ! Les BRT et le tram ne sont pas des transports de haute capacité, comme le métro ou le train. Ce ne sera pas suffisant pour réduire le problème de trafic urbain. Le réseau ferré de Rio, principalement dans les zones nord et ouest, construit au XIXème siècle, était très bon, mais la ville n'investit plus pour l'améliorer et l'entretenir…

Image : Ana Mello

São Paulo : Vitra, premier projet sud-américain de Daniel Libeskind

L'immeuble résidentiel "Vitra", inauguré en mars au cœur des quartiers prisés de São Paulo, est la première réalisation de l'architecte américain en Amérique latine. Le bâtiment de 14 étages en béton, verre et bois est doté d'un système de réutilisation de l'eau de pluie, de panneaux solaires pour l'eau chaude et d'équipements économes en énergie.

Connu pour avoir dessiné le "One World Trade Center" de New York, Daniel Libeskind a été séduit par la vitalité du sous-continent. « L'Amérique du Sud est riche, vivante et évolue très rapidement. Nos clients de cette zone cherchent à créer des programmes urbains qui ont du sens. Beaucoup des projets parmi les plus innovants en matière de design et d'urbanisme se font là », a expliqué son agence au BEM.